

CONVENTION DE COOPERATION CULTURELLE ET PATRIMONIALE

2016 - 2019

ENTRE

LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS représenté par Monsieur Stéphane Troussel, Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération n° de la commission permanente du Conseil départemental, en date du
ci-après dénommé le Département,

d'une part,

ET

LA COMMUNE DE DRANCY représentée par son Maire, Monsieur Jean-Christophe Lagarde, agissant en vertu de la délibération n° du Conseil municipal, en date du

Ci-après dénommée la commune,

d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit.

PREAMBULE

Le Département

La politique culturelle et patrimoniale du Département de la Seine-Saint-Denis se construit et se déploie autour de six axes majeurs :

- structurer une offre artistique et culturelle durable sur l'ensemble du territoire départemental ;
- renforcer l'action culturelle et les médiations afin de faciliter l'accès de la population dans son ensemble aux œuvres, aux artistes et aux équipements culturels ; soutenir les efforts des acteurs culturels et patrimoniaux en la matière ;
- développer l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie et encourager les pratiques en amateur en établissant des passerelles entre les conservatoires et autres lieux de pratiques artistiques ;
- valoriser les patrimoines, matériels et immatériels, en tant qu'objets culturels ;

- intégrer la culture et l'art au sein des autres compétences du Département : champ social, éducation, enfance, jeunesse, population âgée, personnes en situation de handicap, cadre de vie, paysages, aménagement et développement urbain, mobilités durables ...

- développer la coopération culturelle et patrimoniale avec les territoires (communes, établissements publics territoriaux, établissements publics d'aménagement...) dans la fabrique de la Métropole.

La commune

Les politiques culturelles et patrimoniales développées et mises en œuvre par la commune de Drancy s'appuient sur trois grands axes de travail :

- La culture pour tous :

Une programmation tout-public dans des domaines variés (musique, danse, théâtre, arts visuels, arts de la parole, littérature, histoire, sciences et techniques...) portées par les équipements culturels. L'offre culturelle drancéenne se veut diversifiée et susceptible de s'adresser à tous les publics.

- L'éducation culturelle :

Une prise en compte affirmée des publics jeunes. Une attention particulière est accordée aux plus jeunes, en terme de programmation, mais également en matière d'action culturelle et d'éducation artistique.

- Les passerelles amateurs/professionnels :

La prise en compte et l'accompagnement des pratiques en amateur constituent une préoccupation permanente qui se concrétise par des soutiens, des actions de valorisation, et la recherche de liens avec la programmation tout-public.

Les publics sont au cœur de l'élaboration des politiques culturelles et patrimoniales drancéennes. Les saisons culturelles se construisent dans la diversification par la conception d'une programmation ouverte qui s'adresse à des publics variés.

L'offre culturelle est élaborée dans une idée de participation et d'implication des publics. Un travail spécifique de mise en réseau des publics est engagé : identification de personnes relais, approche spécifique des groupes constitués, proximité avec les établissements scolaires de la circonscription... Au-delà des propositions artistiques elles-mêmes et de leur mise en relation avec les publics, c'est donc bien la rencontre et l'échange avec les créateurs et leurs œuvres qui sont mis en avant, dans un esprit de convivialité mais surtout dans une volonté de favoriser la compréhension des œuvres artistiques et des démarches de leurs créateurs.

Les services et équipements culturels de Drancy (Espace culturel du parc, service municipal de la culture, Château de Ladoucette, École d'arts décoratifs, réseau de lecture publique -médiathèque Georges Brassens- et conservatoire de musique, danse et art dramatique) travaillent dans cet esprit, constituant chacun des lieux d'enrichissement culturel et d'épanouissement pour tous. La politique culturelle de la commune s'inscrit ainsi entièrement dans une conception de l'action publique locale qui consiste à aborder l'ensemble des projets dans une logique de développement durable : un positionnement affirmé et revendiqué au bénéfice des citoyens.

Au regard de ces principes, et en raison de leurs expertises respectives dans les domaines qui les concernent et vis à vis des publics notamment, l'implication des partenaires naturels et habituels de l'action culturelle (services de l'État, de la Région et du Département, mais aussi communes

environnantes...) constitue une opportunité en matière de développement culturel local durable au bénéfice du plus grand nombre, grand public et publics spécifiques, le but affirmé étant de faire bénéficier au mieux ces publics des possibilités offertes par toutes les ressources territoriales potentielles.

Article 1 - Objet de la convention

Constatant une convergence de leurs ambitions et la volonté d'agir ensemble pour œuvrer au développement culturel et patrimonial de leur territoire respectif, le Département de la Seine-Saint-Denis et la commune de Drancy ont décidé d'unir leurs efforts et de formaliser leurs intentions dans une convention de coopération culturelle et patrimoniale.

La présente convention a pour objet de définir le périmètre du partenariat entre les deux parties et d'arrêter les moyens d'action et les ressources partagées constitutives dudit partenariat.

Article 2 - Principes de coopération culturelle et patrimoniale

En leur qualité d'acteurs majeurs de l'aménagement culturel et patrimonial du territoire, les communes, les établissements publics territoriaux et le Département ont vocation à coopérer afin de qualifier et structurer leurs interventions réciproques en faveur de la population en tenant compte des enjeux repérés sur le territoire. Ainsi, dans le cadre de la politique de coopération territoriale, le Département propose aux collectivités ou établissements volontaires de définir ensemble un nouveau contrat en faveur des politiques publiques de la culture et du patrimoine.

En 2015, au terme d'un dialogue approfondi mené avec les territoires et les services de la culture et du patrimoine la mission de coopération territoriale a acté un nouveau projet de mission articulé autour des six objectifs suivants :

1. Renforcer la place du Département dans le dialogue stratégique territorial afin d'assurer la cohérence et l'articulation des politiques publiques culturelles et patrimoniales
2. Définir des stratégies de politiques publiques de la culture au sens large, territoire par territoire, permettant de mobiliser les dispositifs existants et les partenaires présents et de favoriser des espaces d'expérimentations
3. Permettre des dynamiques de coopération différenciées avec, in fine, un objectif commun
4. Décloisonner politiques sectorielles et territoriales en travaillant à leur intégration mutuelle
5. Accompagner la mise en œuvre de projets culturels de territoire
6. Faire vivre le réseau de la coopération en partageant les enjeux, les réflexions et les pratiques.

Des chantiers stratégiques territoriaux

Le projet de mission a défini cinq chantiers stratégiques à conduire avec les communes et établissements publics territoriaux dans les années à venir. Ces chantiers laissent une grande part à l'expérimentation, ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent donc être complémentaires. Ils sont pensés en articulation entre les différentes échelles territoriales (entre la ville et son EPT d'appartenance et le Département, entre plusieurs villes et le Département ...)

Ces chantiers sont évolutifs et engagent de nouvelles méthodes de travail en particulier en s'ouvrant à d'autres directions que celle de la culture. À titre d'exemple, le Département a mis en place des instances de travail avec les directions de l'éducation et de la jeunesse, de l'aménagement, de la voirie et des déplacements, de la nature, des parcs et de la biodiversité.

Les parcours d'éducation artistique et culturelle : *au regard du nombre élevé d'enfants et d'adolescents en Seine Saint-Denis et de la situation socio-économique complexe du territoire le Département a placé l'éducation au cœur de ses priorités. Il s'est doté d'un Projet Éducatif Départemental (PED) dont l'ambition est de favoriser la réussite scolaire et personnelle des adolescents ainsi que leur accès au plein exercice de la citoyenneté. L'éducation artistique et culturelle constitue une composante importante du PED. Elle se décline en différents dispositifs*

(le plan départemental La culture et l'art au collège, les résidences d'artistes en collège IN SITU, Collège au cinéma, les parcours d'éducation à l'image et de découverte urbaine) qui ont en commun de placer, en leur cœur, les artistes et les scientifiques et de favoriser la mise en partage de leurs œuvres, travaux et recherches.

Tenant compte de la circulaire interministérielle de mai 2013 en la matière il s'agit maintenant d'expérimenter la mise en place et le développement de parcours d'éducation artistique et culturelle, en cohérence avec les autres collectivités territoriales, le Département étant désigné comme « territoire porteur de projet » par les ministères de la culture et de l'éducation nationale.

L'art et la culture dans l'espace public : ces dernières années de nombreux projets investissant l'espace public ont vu jour sur les territoires en interaction avec ceux qui les habitent ou les pratiquent. La création hors les murs a des spécificités liées au vivant d'un territoire qui induit le renouvellement des formes d'interventions : expérimentations, décloisonnement des compétences, transversalités, organisations de travail reconfigurées, participation des habitants ... Aussi, ce chantier de coopération s'organise autour des réflexions et des enjeux de territoires, d'usages et d'artistes. Sans oublier de s'ouvrir aux questions de formation.

Culture et société : ce chantier concerne les questions relatives à l'accès des habitants de la Seine Saint-Denis à l'offre artistique, culturelle et patrimoniale (œuvres, artistes, équipements culturels, sites patrimoniaux, lieux de pratiques artistiques...), à l'évolution des pratiques culturelles individuelles et collectives à l'ère du numérique, à la participation active de la population aux projets mis en place par les artistes, les lieux ou les collectivités, à l'enjeu des droits culturels et du multiculturalisme.

Valorisation patrimoniale : la valorisation constituant l'élément pivot pour aborder les enjeux patrimoniaux, il s'agit de concevoir, avec les territoires concernés, des projets valorisant le patrimoine, par des actions de médiation, de l'action culturelle et éducative, des projets artistiques. C'est aussi l'enjeu de lecture de l'histoire et de l'organisation du tissu urbain au regard de la construction métropolitaine.

Sport et loisirs : alors que la Seine-Saint-Denis porte sur son territoire des événements sportifs à rayonnement métropolitain, voire international, qu'elle initie un grand projet autour de la création d'un pôle sport handicap et réfléchit à la mise en place de conventions de coopération sportive liant équipements et projets disciplinaires de territoire, il s'agit de porter les croisements nécessaires entre enjeux sportifs, culturels, patrimoniaux et de loisirs, quand ils font sens.

La coopération entre le Département et les territoires s'articulera donc principalement dans les quatre années à venir autour de ces chantiers qui feront l'objet d'un travail de réflexion approfondi - intégrant les partenaires culturels et patrimoniaux- et de construction de projets structurants.

- Le réseau de la coopération territoriale en Seine-Saint-Denis

Cette ambition est placée au cœur de la présente convention. La coopération s'incarne également, au delà des relations bilatérales établies entre la commune et le Département, selon des échelles géographiques pertinentes en fonction des logiques et des enjeux territoriaux : dynamiques inter territoires, cadre intercommunal, réseaux départementaux, enjeux métropolitains.

La coopération se fonde, par ailleurs, sur la capitalisation des savoirs et des expériences des uns et des autres, dans le cadre d'espaces de dialogue à créer ou à consolider.

Dans ce sens, la mission de coopération territoriale du Département co- anime le réseau de la coopération avec les directeurs des affaires culturelles des communes et établissements publics territoriaux. La participation active à ce réseau est un principe de coopération obligatoire et s'inscrit dans une logique partenariale au long cours (chantiers stratégiques, ateliers thématiques, groupes projets...). La mise en œuvre de ce réseau contribue à produire une réflexion et des propositions à partir des problématiques culturelles et patrimoniales repérées. Des dispositifs de formation plus spécifiques peuvent également être envisagés afin d'aider à qualifier les équipes et les projets.

Article 3 - Axe de coopération

La commune et le Département s'entendent pour développer ensemble des projets culturels et de valorisation patrimoniale autour des axes stratégiques suivants :

Axe 1

Culture et société

Développer une offre artistique, culturelle éducative de qualité en direction des jeunes publics (petite enfance, enfance, adolescence) et en faciliter l'accès au plus grand nombre

- en l'articulant à un programme d'actions éducatives et culturelles impliquant les équipements culturels drancéens ou communautaires que sont l'Espace culturel du Parc (théâtre et cinéma), le Château de Ladoucette, l'école d'arts décoratifs, le réseau des médiathèques, le conservatoire de musique, danse, art dramatique
- en s'appuyant sur les multiples ressources, partenaires culturels ou d'éducation populaire et les nombreux dispositifs départementaux
- en imaginant des mutualisations possibles de projets avec d'autres collectivités du département de Paris Métropole ou de la région Île-de-France
- en favorisant la rencontre avec des artistes professionnels et la création d'aujourd'hui (littérature, arts visuels, spectacle vivant, arts numériques...) ou des chercheurs et scientifiques (culture scientifique et technique, sciences humaines et sociales...)
- en mettant en place une politique de résidences ou de projets longs impliquant une présence artistique plus développée

Axe 2

Valorisation du patrimoine et de l'histoire drancéenne

Faire connaître et valoriser le patrimoine drancéen en développant les actions de promotion et d'action culturelle, en s'appuyant à la fois sur la recherche scientifique et historique, les partenaires départementaux et nationaux et sur les associations locales de qualité œuvrant en la matière tels que le Papyrus drancéen, Mémoire de l'Est parisien, la Société Drancéenne d'Histoire et d'Archéologie (SDHA)...

Article 4 - Mise en œuvre et financement des actions

Afin de permettre la mise en œuvre de ces objectifs, les dispositifs inscrits dans le droit commun du Département peuvent être mobilisés ainsi que les crédits spécifiques à la coopération territoriale. Les actions sont financées conjointement par la commune et le Département. Il est recherché, dans la mesure du possible, d'autres partenariats via des financements croisés, ceci afin d'impliquer dans ces projets le plus grand nombre d'acteurs et leur donner ainsi plus d'ampleur.

Au titre de l'année 2016, une subvention de fonctionnement de 24 000 euros est attribuée à la commune de Drancy afin de l'accompagner dans la réalisation des projets suivants :

- *93 plus que jamais* : exposition du 17 septembre au 31 octobre 2016, au Château de Ladoucette, relative au travail mené en Seine Saint-Denis par deux photographes du collectif Tendance floue, Bertrand Meunier et Alain Willaume, ateliers au Lycée Delacroix (élèves de seconde option arts visuels et élèves de la filière professionnelle), visites commentées de l'exposition, conférences lors des Journées du patrimoine, rencontres avec l'association Le Papyrus drancéen et la Société

drancéenne d'histoire et d'archéologie : 4 000 euros

- *Drancy 14-18* : exposition relative à la vie à Drancy pendant la première guerre mondiale et aux grandes étapes du conflit, présentée au Château de Ladoucette, du 12 novembre au 31 décembre 2016, en partenariat avec le Musée de la Grande Guerre de Meaux, la Société drancéenne d'histoire et d'archéologie, le Papyrus drancéen, l'association Mémoire de l'est parisien : visites commentées pour scolaires et tout public, ateliers, conférences, reconstitutions : 4 000 euros

- Exposition rétrospective consacrée à l'œuvre du plasticien Mickaël Bethe-Sélassié, au Château de Ladoucette, du 25 mars au 21 mai 2017 : ateliers papier mâché, stages pour les 8-17 ans pendant les vacances scolaires, rencontres avec l'artiste, visites commentées pour les scolaires et le tout public, actions spécifiques conçues pour les élèves de l'école d'arts décoratifs, conférences : 4 000 euros

- Résidence d'Aurélie Loiseau, conteuse : direction artistique du projet *Contes et conteurs*, associant d'autres conteurs, création d'un spectacle présenté à l'espace culturel du Parc, rencontres avec les publics notamment scolaires (de la maternelle au lycée), travail de sensibilisation à l'écriture de contes, de l'oralité à l'écrit, ateliers : 12 000 euros.

Article 5 - Modalités de pilotage

Les deux parties insistent sur la nécessité de travailler conjointement au pilotage de la convention, ainsi qu'au suivi des projets menés et soutenus mutuellement dans son cadre, afin de faire évoluer positivement le partenariat ainsi engagé. Elles instaurent une dynamique d'ouverture et d'expérimentation, prennent en compte la notion de risque, dans une démarche d'intelligence collective.

Le Département et la commune s'entendent donc pour mettre en place un comité de pilotage propre à la présente convention. Celui-ci est chargé du suivi des actions soutenues par les deux collectivités, de l'évaluation de l'ensemble des aspects de la convention, des propositions d'évolution des dispositifs mobilisés et des types de projets soutenus, de la rédaction des avenants annuels et des documents de suivi. C'est aussi un espace de dialogue stratégique continu entre les deux collectivités.

Ce comité de pilotage se réunit au moins une fois par an. Il est constitué par la mission de coopération territoriale de la direction de la culture, du patrimoine, du sport et des loisirs du Département de la Seine-Saint-Denis et par la direction du service culturel de la commune de Drancy. En fonction des besoins, les responsables des structures culturelles concernées par les actions menées ou les projets envisagés peuvent être conviés, ainsi que des représentant-e-s des service de la culture et du patrimoine du Département.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de quatre ans. Elle prend effet à la date de sa notification par le Département, en application des articles L3131-1, L 3131-2 et L3131-4 du Code général des collectivités territoriales.

Article 7 - Communication et partenariat

Le Département et la commune assurent à cette coopération et à l'ensemble des actions menées et soutenues dans ce cadre, une communication et une valorisation partagées à travers leurs

supports respectifs d'information et de communication. Les deux parties s'engagent à s'informer le plus en amont possible des diverses modalités de communication autour desdites actions.

La commune s'engage à rendre lisible et visible le partenariat avec le Département sur l'ensemble des supports de communication (imprimés, numériques, audio-visuels) réalisés à l'occasion de la mise en œuvre des initiatives soutenues dans le cadre de la présente convention.

Ces supports mentionnent le soutien du Département avec la présence du logo départemental téléchargeable sur www.seine-saint-denis.fr et de la phrase suivante :

« La commune de Drancy est soutenue par le Département de la Seine-Saint-Denis pour le projet..... ».

Ces supports de communication doivent impérativement être validés par le Département avant impression, le délai de validation étant fixé à dix jours ouvrés.

Les actions menées en partenariat avec la commune peuvent faire l'objet d'articles dans les publications imprimées et numériques du Département.

Le comité de pilotage fait régulièrement le point sur le respect de cette dimension dans le partenariat engagé entre les deux parties.

Article 8 - Litiges

En cas de non-respect des conditions évoquées dans les différents articles de la présente convention, il peut y être mis fin. Le Département peut alors demander le remboursement des sommes versées par lui.

Fait à Drancy, le

Fait à Bobigny, le

Pour la commune de Drancy
le Maire,

Pour le Département de la Seine Saint-Denis
le Président du Conseil départemental,
et par délégation,
la Vice-présidente,

Jean-Christophe Lagarde

Meriem Derkaoui